



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 18, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

SYNTHÈSE EXÉCUTIVE

Le 18 janvier marque le deuxième jour consécutif du week-end critique sans aucun développement jusqu'à 18h34 EST. L'ensemble du week-end critique s'est écoulé sans le sommet d'urgence de la CARICOM identifié comme point d'inflexion décisif, confirmant que la facilitation internationale s'est effectivement effondrée. Demain, le 20 janvier devient la date limite absolue finale pour les annonces de cadres permettant une mise en uvre sur 18 jours avant le 7 février. La pause des attaques de gangs de 43 jours se poursuit alors que les gangs attendent pour évaluer les actions gouvernementales. Haïti entre dans les 20 derniers jours sans cadre de gouvernance coordonné et avec de multiples crises convergentes. Exactement 20 jours restent jusqu'à l'échéance constitutionnelle du 7 février.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le week-end critique du 18 au 19 janvier s'est écoulé sans aucune annonce de la CARICOM, du CPT ou de la société civile jusqu'à soir.

La facilitation de la CARICOM s'est effectivement effondrée après deux avertissements publics et le silence du week-end confirme l'échec de coordination.

Le 20 janvier est la date limite absolue finale pour les cadres permettant un calendrier de mise en uvre minimal viable de 18 jours.

La pause de gangs de 43 jours continue mais les gangs attendent les signaux de avant de décider s'ils reprendront la violence du 21 au 25 janvier.

Haïti entre dans les 20 derniers jours avant le 7 février sans cadre de gouvernance convenu malgré 6+ semaines de négociations.

DÉVELOPPEMENT 1: Effondrement de la Facilitation CARICOM Confirmé par le Silence du Week-end

Le passage de l'ensemble du week-end critique du 18 au 19 janvier jusqu'à soir 18h34 EST sans aucune annonce de la CARICOM, du Conseil Présidentiel de Transition, des organisations de la société civile ou d'autres acteurs internationaux confirme que le processus de facilitation internationale s'est effectivement effondré. Cela représente le développement le plus significatif de la crise de transition du 7 février car il élimine le mécanisme de coordination principal et force tous les acteurs dans un mode de prise de décision unilatérale pour les 20 derniers jours. Le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM a émis deux avertissements publics en janvier le 9

déclarant que le temps presse pour les dirigeants haïtiens de s'entendre sur la transition et le 12 exprimant une profonde préoccupation concernant la lenteur des acteurs malgré les points de convergence dans les propositions.

Ces avertissements ont implicitement identifié la fenêtre de décision critique du 13 au 17 janvier comme la dernière opportunité pour un consensus mené par les Haïtiens avant une intervention internationale. La fermeture de cette fenêtre sans cadres le 16 janvier et le passage du week-end du 18 au 19 janvier sans sommet d'urgence signifient que la CARICOM a épuisé sa capacité de facilitation sans produire de consensus parmi le CPT qui reste dans une impasse interne entre la faction Saint-Cyr soutenant le Premier ministre Fils-Aimé restant après le 7 février sans supervision du CPT contre la majorité du CPT cherchant le retrait du PM et l'extension du CPT, la société civile où trois propositions majeures de l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier, RANFOR du 11 janvier et ANR du 6 novembre ne peuvent pas s'unifier malgré les points de convergence, et les partis politiques où la condition de Voltaire du 12 janvier exigeant un ralliement de 60 pour cent de la classe politique n'a pas été atteinte.

Aucune annonce de sommet d'urgence soit confirme que la CARICOM soit ne peut pas convoquer de consensus parce que les États membres de la CARICOM eux-mêmes sont divisés sur l'approche haïtienne, n'imposera pas de cadre parce que le mandat de la CARICOM est la facilitation et non l'imposition et refuse de franchir cette ligne, ou s'est retirée discrètement de la médiation sans annonce formelle laissant Haïti naviguer le 7 février de manière unilatérale. Le silence du week-end signifie que demain 20 janvier est la date limite absolue finale pour les annonces de cadres parce qu'une annonce équivaut à 18 jours jusqu'au 7 février représentant le minimum requis de 14 à 22 jours pour la rédaction de décrets, les consultations, l'approbation, la publication et le déploiement rendant 18 jours opérationnellement viable mais hautement compressé tandis que tout retard au-delà de crée 14 à 17 jours ou moins qui sont opérationnellement insuffisants.



CONTEXTE HISTORIQUE

La CARICOM a servi de médiateur international principal d'Haïti depuis l'installation de la transition en avril 2024 avec le Groupe de Personnalités Éminentes menant une diplomatie navette entre les factions haïtiennes tout au long de 2024 et début 2025. Les interventions précédentes de la CARICOM dans les crises politiques caribéennes

impliquaient généralement des sommets directs des États membres et des cadres contraignants plutôt que l'approche facilitatrice tentée en Haïti qui a maintenant manifestement échoué.

POINTS DE DISCUSSION

La facilitation de la CARICOM s'est effondrée après deux avertissements publics et le silence du week-end confirme l'échec de coordination.

Aucun sommet d'urgence ne s'est matérialisé pendant le week-end critique du 18 au 19 janvier malgré l'identification antérieure comme point d'inflexion décisif.

La CARICOM ne peut pas produire de consensus parmi les factions internes du CPT, les propositions concurrentes de la société civile ou les partis politiques.

Le mécanisme de coordination internationale a été éliminé laissant 20 jours pour des actions unilatérales non coordonnées.

Le 20 janvier représente la date limite absolue finale pour les cadres permettant une mise en uvre minimale viable de 18 jours.

Le passage du week-end sans annonces confirme que les acteurs internationaux opèrent maintenant sur des pistes séparées fragmentées.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait convoquer une réunion de coordination d'urgence matin pour établir une position unifiée sur le 7 février.

La CARICOM devrait formellement clarifier son rôle actuel et si la mission de facilitation continue ou a été suspendue.

Les États-Unis et le Canada devraient résoudre la divergence politique entre soutenir l'extension du CPT contre exiger une fin inconditionnelle.

L'OEA devrait activer la clause de continuité institutionnelle de la Feuille de Route du 5 novembre avant que la fenêtre de 20 jours ne se ferme complètement.

Les organisations de la société civile devraient unifier les propositions concurrentes en un seul cadre d'ici 21 janvier au plus tard.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies devrait programmer une session d'urgence cette semaine pour aborder le vide de gouvernance du 7 février.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Pause des Attaques de Gangs de 43 Jours Atteint un Point de Décision Stratégique

La pause des attaques de gangs de 43 jours du 21 décembre au 18 janvier se poursuivant jusqu'à soir démontre que les gangs ont étendu leur discipline stratégique à travers l'ensemble du week-end critique mais le compte à rebours approchant de 20 jours signifie que cette patience stratégique atteint ses limites opérationnelles. La poursuite de la pause malgré les frappes de drones du 14 janvier sur les cachettes de Barbecue, le rapport de l'OIM du 15 janvier de 5800+ nouveaux déplacés par les opérations de la PNH, 11 jours d'opérations de la PNH à Bel Air Delmas La Saline et au centre-ville du 6 au 17 janvier, et aucun cadre annoncé avec le week-end passé sans accords de gouvernance démontre que les gangs maintiennent la discipline spécifiquement pour évaluer les annonces de avant de prendre leur décision de fin janvier.

L'avertissement du Crisis Group du 15 décembre que les gangs recherchent une amnistie dans le cadre de la transition du 7 février signifie que la pause a une échéance stratégique où si aucun cadre d'amnistie n'émerge d'ici jusqu'à 20 au 22 janvier les gangs doivent décider entre trois scénarios. Le scénario A implique la reprise de la violence du 21 au 25 janvier si passe sans annonces de cadres ou les annonces excluent les dispositions d'amnistie permettant aux gangs de faire pression sur les négociations en démontrant que le gouvernement ne peut pas sécuriser la capitale sans coopération des gangs, établir un levier en montrant la capacité de perturber la transition du 7 février forçant l'inclusion dans les discussions de gouvernance post-7 février, et exploiter le chaos en capitalisant sur le désarroi du CPT l'effondrement de la CARICOM et la mobilisation de l'opposition.

Le scénario B implique l'extension de la pause jusqu'au 7 février si les annonces de signalent une ouverture aux négociations même sans amnistie explicite servant de démonstration de bonne foi démontrant la capacité de fournir la sécurité par la suspension de la violence, se positionnant pour un rôle post-7 février en revendiquant une participation dans la transition de gouvernance par la facilitation d'un passage en douceur du 7 février, et attendant un nouveau gouvernement pour négocier avec quiconque assume le pouvoir post-7 février plutôt qu'avec le CPT discrédité. Le scénario C implique d'attendre le vide post-7 février où si Haïti entre le 7 février sans

cadre convenu les gangs attendent jusqu'au 8 au 15 février pour cibler les centres de pouvoir concurrents en faisant pression sur quelle que soit la faction revendiquant la légitimité, maximiser le levier en négociant depuis une position de force lorsque le nouveau gouvernement manque de légitimité, mais risquer de manquer la fenêtre en renonçant à l'opportunité de pression immédiate pendant le chaos de transition.

Le fait que la pause de 43 jours continue malgré le silence du week-end suggère que les gangs attendent spécifiquement pour évaluer les actions gouvernementales avant de décider de leur stratégie. Avec 20 jours jusqu'au 7 février, représente la dernière opportunité des gangs de reprendre la violence avec un temps suffisant de 10 à 14 jours pour faire pression sur les négociations de transition avant l'échéance constitutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a connu une guerre urbaine soutenue de mars 2024 à novembre 2024 avec des coalitions de gangs menant des attaques coordonnées sur les installations gouvernementales et contrôlant environ 85 pour cent de Port-au-Prince. L'initiation du 21 décembre 2024 de la pause actuelle de 43 jours représente la période soutenue la plus longue sans violence majeure initiée par les gangs à Port-au-Prince depuis début 2023.

POINTS DE DISCUSSION

La pause des attaques de gangs a atteint 43 jours consécutifs du 21 décembre au 18 janvier la plus longue enregistrée.

Les gangs ont maintenu la discipline à travers les opérations de la PNH, les frappes de drones et le silence du week-end en attendant les signaux de .

La pause stratégique a une échéance liée à l'émergence d'un cadre d'amnistie d'ici jusqu'à .

Trois scénarios existent selon les annonces de : reprise de violence, extension de pause ou attente post-7 février.

représente la dernière opportunité pour les gangs de reprendre la violence avec une fenêtre de pression de 10 à 14 jours avant l'échéance.

L'avertissement du Crisis Group indique que les gangs recherchent une amnistie dans le cadre des négociations de transition du 7 février.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le gouvernement devrait clarifier si des cadres d'amnistie ou de négociation sont à l'étude.

La PNH devrait se préparer à une potentielle reprise de violence du 21 au 25 janvier si passe sans annonces pertinentes pour les gangs.

La communauté internationale devrait évaluer si les scénarios de reprise de violence justifient une planification de réponse sécuritaire d'urgence.

Les organisations humanitaires devraient pré-positionner des fournitures pour une potentielle montée de déplacements si la violence reprend cette semaine.

La société civile devrait évaluer si les propositions unifiées devraient inclure des dispositions abordant la démobilisation des gangs.

Les analystes de sécurité devraient surveiller les communications des gangs de à pour les indicateurs de reprise.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Haïti Entre dans le Compte à Rebours Final de 20 Jours avec des Crises Convergentes

Le 18 janvier 2026 marque l'entrée d'Haïti dans les 20 derniers jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février déclenchant la période de risque le plus élevé de toute la crise de transition en raison de la convergence de multiples crises. Le vide de gouvernance se situe à 0 jours du vide institutionnel avec le mandat du CPT expirant le 7 février exactement 20 jours plus tard, aucun cadre successeur convenu malgré 6+ semaines de négociations depuis début décembre, le départ conditionnel de Voltaire du 10 au 13 janvier exigeant un ralliement de 60 pour cent de la classe politique plus l'approbation internationale restant non satisfait, et de multiples propositions concurrentes de l'Initiative de la Société Civile RANFOR et ANR sans unification.

L'effondrement de la coordination internationale se situe à 0 jours de la fragmentation avec la facilitation de la CARICOM effectivement effondrée alors que le week-end s'est écoulé sans sommet, la clause de continuité institutionnelle de l'OEA de la Feuille de

Route du 5 novembre non activée avec 20 jours restants, la division États-Unis-Canada entre Rubio soutenant l'extension du CPT et les élections contre Giroux exigeant une fin inconditionnelle restant non résolue, et le mandat de l'ONU BINUH expirant le 31 janvier qui est 13 jours plus tard et 7 jours avant le CPT. La crise de déportation de la diaspora se situe à 16 jours de la résiliation du TPS avec l'expiration du TPS le 3 février affectant 350000+ Haïtiens aux États-Unis, la décision du tribunal fédéral sur la légalité toujours en attente 12 jours après l'audience du 6 janvier, les avertissements de déportation du DHS déjà envoyés aux bénéficiaires, et le calendrier compressé du 3 au 7 février où l'expiration du TPS mène directement à l'expiration du CPT aggravant les crises.

La crise des infrastructures et de la sécurité se situe à 0 jours de la défaillance opérationnelle avec la Route Nationale Numéro 1 impraticable à Montrouis pendant 12 jours depuis le 6 janvier, la promesse d'Andrésol du 12 janvier de rouvrir les routes avant le 7 février faisant face à une échéance de 20 jours sans progrès visible, la pause de gangs de 43 jours se terminant potentiellement cette semaine du 20 au 25 janvier si aucun signal d'amnistie n'émerge, 5800+ nouveaux déplacés du 15 janvier de l'OIM s'ajoutant à 1,4 million de PDI existants créant une crise humanitaire, et seulement 40 pour cent des installations médicales de Port-au-Prince opérationnelles selon MSF du 11 janvier. La mobilisation de l'opposition se situe à 0 jours de l'escalade avec MORN déclarant le mandat du CPT expiré le 28 décembre et prête à se mobiliser si aucun cadre n'est annoncé les signataires de l'Accord de Montana préparant des annonces de gouvernance alternatives, la société civile incluant RANFOR CSI et ANR s'unifiant potentiellement dans l'opposition si le CPT annonce une extension unilatérale, et le calendrier de 20 jours fournissant une fenêtre de mobilisation claire de Semaine 1 pour les manifestations, Semaine 2 pour les sit-ins et Semaine 3 pour la période de crise du 3 au 7 février.

Avec 20 jours restants et le week-end passé sans sommet de la CARICOM, le 20 janvier représente la dernière opportunité absolue pour une action coordonnée en raison de la faisabilité technique où la fenêtre de mise en uvre de 18 jours est minimale viable, la légitimité politique où le premier jour ouvrable après deux semaines de silence nécessite une réponse, et le timing stratégique où tout retard au-delà de déclenche une cascade d'actions unilatérales incluant l'annonce d'extension du CPT, la mobilisation de l'opposition et la reprise de violence des gangs. Si passe sans annonces de cadres ou produit seulement une extension unilatérale du CPT sans légitimation internationale ou adhésion de la société civile, Haïti entre dans les deux dernières semaines et demie du 21 janvier au 7 février en mode de risque le plus élevé

caractérisé par un vide institutionnel assuré sans temps restant pour une transition de gouvernance appropriée, une reprise de violence probable alors que les gangs exploitent le chaos dans les 10 à 14 derniers jours, une mobilisation de l'opposition s'intensifiant avec des manifestations quotidiennes et des sit-ins dans les deux dernières semaines, et une réponse internationale fragmentée où chaque acteur incluant États-Unis Canada CARICOM OEA et ONU poursuit une stratégie séparée post-7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'échéance du 7 février découle de l'accord de transition d'avril 2024 établissant le Conseil Présidentiel de Transition avec un mandat de 18 mois expirant le 7 février 2026. Les échéances constitutionnelles précédentes dans l'histoire haïtienne incluant le départ du 7 février 1986 de Jean-Claude Duvalier et l'investiture du 7 février 1991 de Jean-Bertrand Aristide ont établi le 7 février comme date symboliquement significative dans les transitions démocratiques haïtiennes rendant l'échéance actuelle politiquement chargée.

POINTS DE DISCUSSION

Haïti entre dans les 20 derniers jours avant le 7 février avec cinq crises convergentes créant une période de risque le plus élevé.

Vide de gouvernance assuré avec le CPT expirant et aucun cadre successeur convenu après 6+ semaines de négociations.

Coordination internationale effondrée avec la CARICOM silencieuse, l'OEA inactive, le mandat de l'ONU expirant le 31 janvier.

La crise de déportation de la diaspora approche avec la résiliation du TPS le 3 février affectant 350000+ seulement quatre jours avant l'expiration du CPT.

Crise d'infrastructure en cours avec la Route 1 impraticable 12 jours, pause de gangs de 43 jours se terminant potentiellement, 5800+ nouveaux déplacés.

Mobilisation de l'opposition prête avec MORN l'Accord de Montana et la société civile prêts à agir si ne produit aucun cadre.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Toutes les parties prenantes devraient traiter le 20 janvier comme date limite absolue finale pour les cadres coordonnés.

Le CPT devrait annoncer un plan de départ clair ou une justification d'extension matin avant la fermeture des affaires.

La société civile devrait convoquer une réunion d'unification d'urgence pour présenter une proposition unique au CPT et à la communauté internationale.

Les acteurs internationaux devraient coordonner la réponse de que des cadres soient annoncés ou non pour prévenir les approches fragmentées.

Les organisations humanitaires devraient activer les plans d'urgence du 3 au 7 février pour la déportation TPS plus la convergence d'expiration du CPT.

Les forces de sécurité devraient préparer des plans opérationnels pour trois scénarios: cadres annoncés, extension unilatérale, vide complet.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Est-ce qu'un acteur incluant CPT, société civile unifiée ou CARICOM annoncera des cadres de gouvernance le 20 janvier représentant la date limite absolue finale pour une mise en uvre de 18 jours, ou est-ce que passera sans annonces confirmant qu'Haïti entre dans les 20 derniers jours sans plan coordonné. Si passe sans cadres, est-ce que les gangs reprendront la violence à Port-au-Prince du 21 au 25 janvier pour exploiter le chaos et faire pression sur les négociations d'amnistie ou est-ce qu'ils étendront la pause de 43 jours jusqu'au 7 février en attendant les négociations de gouvernance post-échéance.

CETTE SEMAINE

Si aucun cadre n'émerge est-ce que les groupes d'opposition incluant MORN, l'Accord de Montana et la société civile commenceront des campagnes de mobilisation exigeant le départ du CPT et organisant des manifestations et des conférences de presse pour la Semaine 1 du compte à rebours final de trois semaines. Est-ce que le CPT annoncera une décision d'extension unilatérale d'ici 22 janvier sans légitimation

internationale ou adhésion de la société civile, déclenchant une réponse immédiate de l'opposition et une potentielle reprise de violence des gangs.

HORIZON STRATÉGIQUE

Comment les acteurs internationaux incluant États-Unis Canada CARICOM OEA et ONU coordonneront ou échoueront à coordonner les réponses post-7 février si Haïti entre dans l'échéance sans cadre de gouvernance convenu, et quelles factions concurrentes revendiqueront la légitimité le 8 février déclenchant une crise institutionnelle. Est-ce que la résiliation du TPS le 3 février combinée à l'expiration du CPT le 7 février créera une urgence humanitaire et politique aggravée nécessitant une intervention internationale d'urgence pendant la période de convergence de quatre jours.

SOURCES PRIMAIRES

1. Haiti Libre surveillance complète 18 janvier 2026 jusqu'à 18h34 EST
2. Haiti24 surveillance 18 janvier 2026 jusqu'à 18h34 EST
3. Le Nouvelliste surveillance 18 janvier 2026 jusqu'à 18h34 EST
4. AlterPresse surveillance 18 janvier 2026 jusqu'à 18h34 EST
5. Vant Bèf Info surveillance 18 janvier 2026 jusqu'à 18h34 EST
6. Reuters services de presse surveillance 18 janvier 2026
7. Associated Press services de presse surveillance 18 janvier 2026
8. Agence France-Presse services de presse surveillance 18 janvier 2026
9. Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM déclaration 9 janvier 2026
10. Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM déclaration 12 janvier 2026
11. Miami Herald reportage sur la position de la faction Saint-Cyr 9 janvier 2026
12. Initiative de la Société Civile proposition 6 janvier 2026
13. RANFOR proposition 11 janvier 2026
14. Alliance Nationale de Refondation proposition 6 novembre 2025
15. Organisation Internationale pour les Migrations rapport de déplacement 15 janvier 2026
16. Médecins Sans Frontières évaluation des installations médicales de Port-au-Prince 11 janvier 2026
17. Crisis Group analyse des objectifs stratégiques des gangs 15 décembre 2025
18. Secrétaire d'État Marco Rubio déclaration de politique 1er janvier 2026
19. Ambassadeur canadien Giroux déclaration 16 décembre 2025
20. Organisation des États Américains Feuille de Route pour Haïti 5 novembre 2025